

unité départementale des Cotes d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 18 juillet 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Lannion Trégor Communauté**

1 RUE GASPARD MONGE  
22300 Lannion

Code AIOT : 0005514534

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement Lannion Trégor Communauté implanté Lieu-dit "Park an Itron" 22420 Le Vieux-Marché. L'inspection a été annoncée le 22/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LTC – déchetterie de Le Vieux Marché
- Lieu-dit "Park an Itron" 22420 Le Vieux-Marché
- Code AIOT : 0005514534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce site est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation en date du 25 janvier 2006 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 mars 2012.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risque de pollution du milieu aquatique

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Les réservoirs de produits polluants ou dangereux	AP de Mise en Demeure du 22/01/2020, article 2	/	Sans objet
2	Mise en place de dispositifs de confinement des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 22/01/2020, article 3	/	Sans objet
3	Elaborer un plan à jour de l'ensemble des réseaux de l'installation	AP de Mise en Demeure du 22/01/2020, article 4	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'ensemble des constats permettent de lever la mise en demeure du 1er décembre 2020. Néanmoins, l'exploitant doit veiller à maintenir les bassins de rétention dans un état général satisfaisant et à permettre l'accès au débourbeur-déshuilleur.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Les réservoirs de produits polluants ou dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/01/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Les réservoirs de produits polluants ou dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La Communauté d'Agglomération « Lannion-Trégor Communauté » procède à la mise en conformité de sa déchèterie de LE VIEUX MARCHE vis-à-vis de la mise sur rétention et de l'état général de la cuve de récupération des huiles usagées, conformément à l'article 11-7-3 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 25 janvier 2006 :« [...] Les réservoirs de produits polluants ou dangereux seront construits selon les règles de l'art. [...] Ils seront équipés de manière à ce que le niveau puisse être vérifié à tout moment. Toutes dispositions seront prises pour éviter les débordements en cours de remplissage. Ils seront installés en respectant les règles de compatibilité dans des cuvettes de rétention étanches [...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un réservoir fixe pour recueillir les huiles usagées est présent sur la plateforme de réception des déchets des particuliers ;</li> <li>- L'état de la cuve est convenable avec présence de coulures au niveau de la trappe de remplissage. L'aire de remplissage se trouve sur une rétention.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Mise en place de dispositifs de confinement des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/01/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en place de dispositifs de confinement des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La Communauté d'Agglomération « Lannion-Trégor Communauté » procède à la mise en conformité de sa déchèterie de LE VIEUX MARCHE vis-à-vis de la mise en place de dispositifs de confinement des eaux pluviales issues de la voirie et de la plateforme des déchets, autres que les déchets végétaux, au niveau du débourbeur-séparateur et du bassin de décantation, conformément à l'article 11-4 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 25 janvier 2006 : « Les eaux de ruissellement issues des quais et de la voirie de la déchèterie à l'exception de l'aire bétonnée de broyage et de stockage des déchets des végétaux seront recueillies et rejoindront le milieu naturel (ruisseau de Saint-Ethurien, affluent du Léguer) après avoir traversé un ou (des) débourbeur(s)-séparateur(s) à hydrocarbures à obturation automatique(s) suffisamment dimensionné(s). Elles devront respecter les normes indiquées à la disposition 11-4-2 ci-après.11-4-1 : Les eaux pluviales et de ruissellement issues de la plate-forme de stockage et de broyage des déchets végétaux seront collectées dans un bassin d'un volume suffisant (30 m<sup>3</sup> au minimum) et adapté au rejet autorisé par la collectivité. Elles seront renvoyées vers le réseau d'assainissement public (eaux usées) [...]11-4-2 : Les autres eaux pluviales transiteront par un bassin de décantation dont le débit de fuite sera de 6 litres/sec au max et dont le volume sera dimensionné (90 m<sup>3</sup> min) pour que le rejet dans le milieu naturel (ruisseau de Saint-Ethurien) respecte les normes suivantes, même en cas de pollution accidentelle [...]Ce bassin doit être équipé d'un ouvrage permettant de limiter l'incidence au niveau qualitatif et accidentel (par ex. cloison siphonide, vanne de confinement...). » L'exploitant assurera cette mise en conformité réglementaire sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Le site dispose de deux bassins de décantation.<ul style="list-style-type: none"><li>• Le bassin reliée au déchets verts était en eau avec la présence d'une couche d'algue ou de mousse verte.</li><li>• Le bassin reliée à la plateforme des autres déchets est vide, recouvert de sédiments au fond et de végétation éparses. L'étanchéité du bassin n'a pas pu être vérifiée. Ce bassin est relié à un débourbeur déshuileur.</li></ul></li><li>- L'exploitant déclare que le débourbeur déshuileur présent sur le site a fait l'objet d'une vidange 15 jours précédant l'inspection. L'exploitant doit transmettre dans un délai d'un mois les bordereaux de traitement et d'entretien du débourbeur déshuileur.</li><li>- L'exploitant doit veiller à maintenir son système de traitement des eaux pluviales dans un état général satisfaisant, en empêchant l'installation de végétation, en s'assurant de l'étanchéité des bassins et en permettant l'accès des différents éléments (bassins et débourbeurs).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Elaborer un plan à jour de l'ensemble des réseaux de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/01/2020, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Elaborer un plan à jour de l'ensemble des réseaux de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La Communauté d'Agglomération « Lannion-Trégor Communauté » procède à la mise en conformité de sa déchèterie de LE VIEUX MARCHE vis-à-vis de l'élaboration d'un plan à jour de l'ensemble des réseaux de l'installation, des circuits et réservoirs, conformément à l'article 11-7-4 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 25 janvier 2006 :« Un plan de l'ensemble des réseaux de l'installation, des circuits et réservoirs sera tenu à jour par l'exploitant ; les divers réseaux étant repérés par des couleurs convenues. »L'exploitant assurera cette mise en conformité réglementaire sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> - Lors de la visite, l'exploitant a présenté un plan des voiries et des réseaux à jour. Ce plan devra être transmis à l'inspection par voie électronique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet